

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Arrêté du 24 février 2023 fixant les modalités d'élection au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche des représentants des personnels des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel et des représentants des personnels des établissements publics de recherche

NOR : ESR2305228A

La ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 232-1, D. 232-1 à D. 232-13 ;

Vu le code de la recherche, notamment ses articles L. 311-1 et L. 311-2 ;

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 2314-1 à L. 2314-31, R. 2314-1 à R. 2314-30 et D. 2122-7 ;

Vu l'arrêté du 18 février 2015 relatif à la commission nationale pour les élections des représentants des personnels et des étudiants du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Les élections des représentants des personnels se déroulent dans les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel et dans les établissements publics de recherche qui figurent en annexe du présent arrêté.

La date des élections des représentants des personnels de ces établissements au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche est fixée au 15 juin 2023.

Le président ou le directeur de chaque établissement concerné informe les électeurs du calendrier et des modalités de vote, du lieu, des heures d'ouverture du scrutin.

Art. 2. – Les listes d'électeurs sont distinctes pour chaque collège d'électeurs défini à l'article D. 232-3 du code de l'éducation.

Chaque établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel et chaque établissement public de recherche établit les listes des électeurs inscrits dans l'établissement et les affiche le mercredi 22 mars 2023.

Les demandes de rectification de ces listes doivent parvenir au plus tard le mercredi 29 mars 2023 au président ou au directeur de l'établissement. Lorsque les personnels des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel doivent formuler une demande d'inscription sur la liste électorale de l'établissement, en application de l'article D. 719-7 du code de l'éducation, cette demande doit parvenir au plus tard le mercredi 29 mars 2023.

Les listes électorales définitives sont affichées le jeudi 30 mars 2023.

La qualité d'électeur et de candidat s'apprécie à l'expiration du délai de rectification des listes électorales.

Art. 3. – Les listes de candidats sont distinctes pour chaque collège défini à l'article D. 232-3 du code de l'éducation susvisé. Chaque liste respecte la parité entre les femmes et les hommes et comporte un nombre de candidats titulaires et de candidats suppléants égal au nombre de sièges à pourvoir. Chaque liste de candidats titulaires et de suppléants est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Art. 4. – Les listes de candidats sont soit déposées directement avec remise d'un récépissé, soit adressées par lettre recommandée avec accusé de réception au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, secrétariat général du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, 1, rue Descartes, 75231 Paris Cedex 05, où elles doivent parvenir au plus tard le mardi 11 avril 2023 à 17 heures.

Les noms des candidats titulaires et suppléants sont indiqués dans l'ordre préférentiel d'élection, chaque suppléant apparaissant en numéro *bis* après chaque titulaire.

Lorsqu'un deuxième suppléant est présenté par un candidat au titre du collège des personnels scientifiques des bibliothèques, ce suppléant apparaît en numéro *ter* et doit être de sexe différent du premier suppléant choisi.

Chaque liste de candidats mentionne obligatoirement :

- l'intitulé de la liste, assorti, le cas échéant, de son sigle représentatif ;
- la civilité et le nom et le prénom de chaque candidat titulaire et de chaque candidat suppléant ;
- le corps et le grade, ou, pour les agents non titulaires, les fonctions exercées.

Une déclaration individuelle signée de chaque candidat titulaire et de chaque candidat suppléant doit être jointe en annexe à la liste déposée et comporter, outre les renseignements susmentionnés, les coordonnées courriel, postales et téléphoniques des intéressés.

Art. 5. – Les listes de candidats reçues sont vérifiées dans les conditions prévues à l'article D. 232-7 du code de l'éducation susvisé. Le cas échéant, elles sont rectifiées dans un délai de cinq jours francs à compter de la notification de la demande ministérielle de rectification.

Les listes de candidats, éventuellement accompagnées d'une profession de foi sont mises en ligne sur le site intranet ministériel au plus tard le jeudi 20 avril 2023.

La reprographie des listes éventuellement accompagnées d'une profession de foi est assurée par les établissements à compter de cette date.

Les professions de foi peuvent être déposées à partir du mardi 11 avril 2023 (17 heures) et jusqu'au mercredi 19 avril 2023 (12 heures).

Les listes constituent le bulletin de vote. Chaque établissement assure la publicité de ces listes et des professions de foi par voie d'affichage ainsi que sur son site intranet, au plus tard le lundi 24 avril 2023.

Art. 6. – Le vote est organisé par voie électronique. Sur décision du président de l'établissement, un vote par correspondance ou à l'urne peut être organisé.

Art. 7. – Le vote électronique est organisé entre le lundi 12 juin 2023 (8 heures) et le jeudi 15 juin 2023 (17 heures).

Le système de vote électronique par internet garantit la confidentialité et l'anonymat du vote. L'électeur s'authentifie sur le système de vote électronique par internet par le biais du portail mis en place par son établissement.

Le bureau de vote centralisateur au sein de chaque établissement a la responsabilité des clés de scellement permettant d'assurer l'intégrité du système de vote électronique.

A l'issue des opérations électorales, les informations contenues dans le système de vote sont enregistrées sur un support non réinscriptible, et mises sous scellés. Ces éléments sont conservés jusqu'à épuisement du délai de recours contentieux.

Après la clôture du scrutin et après avoir procédé à la vérification de l'intégrité du système de vote et reçu les conclusions des experts précisant que la solution de vote n'a fait l'objet d'aucune altération, les membres du bureau de vote centralisateur de chaque établissement qui détiennent les clés de déchiffrement procèdent publiquement à l'ouverture de l'urne électronique. La présence du président titulaire du bureau de vote centralisateur ou, le cas échéant, celle du secrétaire titulaire du bureau de vote centralisateur est indispensable pour procéder au dépouillement des suffrages exprimés.

Les dispositions des articles 7 et 8 du présent arrêté, la procédure de vote, le matériel de vote et les modalités de dépouillement sont fixés dans les conditions du premier alinéa de l'article D. 232-4 du code de l'éducation. Concernant le vote par voie électronique, ces décisions sont prises dans le respect des articles 2 à 17 du décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 pour les établissements cités en annexe du présent arrêté.

Art. 8. – Dans les établissements où le vote a lieu à l'urne dans les locaux de chaque établissement organisateur ou par correspondance, il est établie une liste d'émargement comportant les noms et prénoms des électeurs de chaque collège.

Les électeurs qui souhaitent voter par correspondance doivent communiquer au président ou directeur de leur établissement l'adresse à laquelle ils souhaitent recevoir leur matériel de vote.

Chaque liste d'émargement est authentifiée par la signature du président ou du directeur de l'établissement.

Seul le matériel de vote fourni par l'administration doit être utilisé.

Art. 9. – Le vote est secret. Nul ne dispose de plus d'une voix. Lorsqu'il est organisé dans les locaux de l'établissement, le passage par un isolement est obligatoire.

Chaque électeur met dans l'urne correspondant à son collège son bulletin de vote, préalablement introduit dans l'enveloppe n° 1 de couleur blanche, format 90 × 140 mm.

Le vote de chaque électeur est constaté sur la liste d'émargement, en face de son nom, par sa signature, apposée à l'encre, ou, en cas de vote par correspondance, par la mention « vote par correspondance » écrite à l'encre par un membre du bureau ou de la section.

Art. 10. – Lorsqu'il est organisé un scrutin à l'urne, les urnes du bureau et le cas échéant des sections sont ouvertes à la clôture du scrutin. Pour chacun des collèges d'électeurs, les enveloppes contenues dans les urnes des sections sont versées dans l'urne du bureau correspondante et le nombre des enveloppes est vérifié pour chacun de ces collèges. Si ce nombre est différent de celui des émargements, il en est fait mention au procès-verbal des opérations électorales.

Art. 11. – Si le nombre de votants dans un collège est inférieur ou égal à 5, afin d'assurer le secret du vote des électeurs, le bureau de vote ne procédera pas au dépouillement pour ce collège. Les suffrages non dépouillés devront être immédiatement transmis avec mention au procès-verbal de leur nombre par collège, sous pli cacheté en recommandé avec accusé de réception, par le président ou le directeur de l'établissement, à la commission nationale pour les élections des représentants du personnel au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'adresse indiquée à l'article 4 ci-dessus.

Art. 12. – Sans préjudice des dispositions de l'article 11 et 13, le bureau de vote effectue aussitôt le dépouillement et dresse le procès-verbal des opérations électorales de l'établissement qui fait apparaître, outre un compte rendu de ces opérations, le nombre des électeurs, des votants, des suffrages exprimés, des bulletins blancs et nuls et des voix obtenues par chaque liste. Parmi les votants, le nombre des électeurs qui ont voté par correspondance doit être précisé.

Le procès-verbal de l'établissement, signé par les membres du bureau de vote et contresigné par le président ou le directeur de l'établissement, est transmis sans délai à la commission nationale créée en application des dispositions de l'article D. 232-13 du code de l'éducation, à l'adresse précisée à l'article 4 ci-dessus.

Les procès-verbaux de section et l'ensemble du matériel de vote sont conservés par l'établissement pour la durée du mandat des élus.

Art. 13. – Seul le matériel de vote fourni par l'administration doit être utilisé.

L'électeur qui vote par correspondance doit transmettre son suffrage par la voie postale, cachet de la poste faisant foi : il insère son bulletin de vote dans l'enveloppe n° 1 ne comportant aucun signe distinctif ; il introduit cette enveloppe n° 1 de couleur blanche, format 90 × 140 mm, dans l'enveloppe n° 2. Outre l'impression de la mention : « élections au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche » et du nom, en toutes lettres, de l'établissement, doit figurer l'impression des mots : « nom », « prénom », « collègue » et « signature » ; il appose sur cette enveloppe n° 2 ses nom, prénom, collègue et signature ; il met l'enveloppe n° 2 préalablement fermée dans l'enveloppe n° 3, qu'il adresse au président du bureau de vote.

L'envoi postal doit parvenir au président du bureau de vote, au plus tard le jeudi 15 juin 2023, à l'heure de clôture du scrutin, l'apposition de la mention « vote par correspondance » sur la liste d'émargement faisant foi.

Les enveloppes n° 1 contenant les bulletins de vote par correspondance sont introduites dans l'urne correspondant au collègue de l'électeur à la clôture du scrutin.

Art. 14. – Le dépouillement est organisé dans les conditions des articles 11 et 12.

Art. 15. – Un bureau de vote central est mis en place dans chacun des établissements organisateurs. Des sections de vote peuvent éventuellement être constituées en sus du bureau central et en complément du vote par correspondance.

Le bureau et les sections sont constitués d'un président, désigné par le président ou le directeur de chacun de ces établissements, et d'au maximum cinq membres issus du ou des collèges de représentants des personnels définis à l'article D. 232-3 du code de l'éducation, désignés par le président ou le directeur de ces établissements sur proposition des listes de candidats.

En l'absence de volontaires parmi les candidats ou les représentants locaux des listes déposées, il appartient au président ou directeur de l'établissement concerné de désigner les autres membres parmi les électeurs appartenant à des collèges différents, sauf pour les établissements publics à caractère industriel et commercial. Les éventuelles sections de vote ont pour mission de veiller au bon déroulement du scrutin et d'établir le procès-verbal des opérations électorales de la section. Elles ne procèdent en aucun cas au dépouillement. Les urnes et les procès-verbaux des sections sont acheminés sous la responsabilité du chef d'établissement au bureau de vote dès la fermeture de la section.

Le bureau a pour mission de veiller au bon déroulement du scrutin, de procéder au dépouillement et d'établir le procès-verbal des opérations électorales de l'établissement organisateur.

Le bureau et les sections de vote sont ouverts simultanément, pendant une durée minimum de huit heures consécutives. Ces durées peuvent être réduites si l'ensemble des électeurs de chaque collègue a voté.

Art. 16. – La commission nationale procède au regroupement des résultats à partir des procès-verbaux établis par les établissements après avoir, le cas échéant, assuré le dépouillement des votes dans les cas prévus aux articles 11 et 13.

Elle établit un procès-verbal national de regroupement des résultats qui fait apparaître le bilan de l'ensemble des opérations électorales.

Elle procède à la répartition des sièges à pourvoir entre les listes ou les candidats en présence conformément à la réglementation en vigueur.

Le président de la commission nationale proclame les résultats du scrutin.

Art. 17. – L'arrêté du 14 février 2019 fixant les modalités d'élection au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche des représentants des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel est abrogé.

Art. 18. – Le présent arrêté est applicable dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

Art. 19. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 24 février 2023.

Pour la ministre et par délégation :

*La directrice générale
de l'enseignement supérieur
et de l'insertion professionnelle,*
A.-S. BARTHEZ

*La directrice générale
de la recherche
et de l'innovation,*
C. GIRY

ANNEXE

ÉLECTIONS CNESER 2023

Liste des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel*Universités*

Aix-Marseille
Amiens
Angers
Antilles
Artois
Avignon
Besançon
Bordeaux
Bordeaux-III
Brest
Bretagne Sud
Caen
Cergy-Paris Université
Chambéry
Clermont Auvergne
Corse
Côte d'Azur
Dijon
Evry Val d'Essonne
Grenoble Alpes
Gustave-Eiffel
La Guyane
La Réunion
La Rochelle
Le Havre
Le Mans
Lille
Limoges
Littoral
Lyon-I
Lyon-II
Lyon-III
Montpellier
Montpellier-III
Mulhouse
Nantes Université
Nîmes
Nouvelle-Calédonie
Orléans
Paris-I
Paris II
Paris III
Paris Cité
Paris Est-Créteil Val de Marne
Paris VIII
Paris XIII
Paris Nanterre
Paris-Saclay
Paris Dauphine
Pau
Perpignan
Poitiers

Polynésie française
Reims
Rennes
Rennes II
Rouen
Saint-Etienne
Sorbonne Paris-Nord
Sorbonne Université
Strasbourg
Toulon
Toulouse Capitole
Toulouse II
Toulouse III
Tours
Université polytechnique des Hauts-de-France
Versailles-Saint-Quentin en Yvelines

Institut national polytechnique

Toulouse (INPT)

Instituts et écoles extérieurs aux universités

Centrale Lille institut
Ecole centrale de Lyon
Ecole centrale de Marseille
Ecole centrale de Nantes
Institut national polytechnique Clermont Auvergne
Ecole nationale des travaux publics de l'Etat (ENTPE)
Ecole nationale d'ingénieurs de Saint-Etienne (ENISE)
Ecole nationale supérieure de chimie de Paris (ENSCP)
Ecole nationale supérieure de chimie de Montpellier (ENSCP)
Ecole nationale supérieure d'ingénieurs de Caen (ENSICAEN)
Ecole nationale supérieure de mécanique et d'aérotechnique de Poitiers (ENSMA)
Ecole nationale supérieure de mécanique et des microtechniques (ENSMM)
Ecole nationale supérieure des arts et industries textiles (ENSAIT)
Ecole nationale des ponts et chaussées (ENPC)

Instituts nationaux des sciences appliquées (INSA)

Institut national des sciences appliquées de Lyon
Institut national des sciences appliquées de Rennes
Institut national des sciences appliquées de Toulouse
Institut national des sciences appliquées de Rouen
Institut national des sciences appliquées de Strasbourg
Institut national des sciences appliquées Centre Val de Loire
Institut national des sciences appliquées Hauts-de-France
Institut national universitaire Jean-François Champollion
Institut supérieur de mécanique de Paris

Universités de technologie

Compiègne (UTC)
Belfort-Montbéliard (UTBM)
Troyes (UTT)

Grands établissements

CentraleSupélec
Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)
Ecole de l'air et de l'espace
Ecole d'économie de Toulouse

Ecole des hautes études en santé publique (EHESP)
Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS)
Ecole nationale des Chartes (ENC)
Ecole nationale supérieure d'arts et métiers (ENSAM)
Ecole nationale supérieure des mines de Paris
Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (ENSSIB)
Ecole nationale supérieure de techniques avancées (ENSTA Paris)
Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne (ENSTA Bretagne)
Ecole pratique des hautes études (EPHE)
Institut d'études politiques de Paris (IEP)
Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement
Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO)
Institut national du sport, de l'expertise et de la performance
Institut polytechnique de Bordeaux
Institut polytechnique de Grenoble
Muséum national d'histoire naturelle (MNHN)
Observatoire de Paris
Université de Lorraine
Université Paris-Dauphine
Université Paris sciences et lettres (PSL)
Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement (Agro Paris Tech)
Ecole nationale vétérinaire, agroalimentaire et de l'alimentation, Nantes-Atlantique (ONIRIS)
Institut d'enseignement supérieur et de recherche en alimentation, santé animale, sciences agronomiques et de l'environnement (Vet Agro Sup)
Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement
Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace (ISAE)
Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP)
Ecole nationale supérieure maritime placée sous la tutelle du ministre chargé de la mer (ENSM)
Groupe des écoles nationales d'économie et statistique (GENES)
Institut Mines-Télécom (IMT)
Ecole polytechnique (X)
Ecole navale
Ecole nationale de l'aviation civile (ENAC)

Ecoles normales supérieures

Ecole normale supérieure
Ecole normale supérieure Paris-Saclay
Ecole normale supérieure de Lyon
Ecole normale supérieure de Rennes

Communautés d'universités et établissements

Normandie Université
Université Paris-Lumières
Université de Lyon
Université Paris-Est
Université de Bourgogne Franche-Comté
Université de Toulouse
HESAM Université
COMUE Angers - Le Mans

Liste des établissements publics de recherche

Etablissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST)

Centre national de la recherche scientifique (CNRS)
Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE)
Institut national d'études démographiques (INED)
Institut de recherche pour le développement (IRD)
Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA)

Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM)

Etablissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC)

Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM)

Centre de coopération international en recherche agronomique (CIRAD)

Centre national d'études spatiales (CNES)

Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA)

Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER)